Houilles: Communiqué du comité de soutien aux familles roumaines de la friche Sarrazin.

L'emplacement de l'ancienne usine « Sarrazin » (89-91 bd jean Jaurès à Houilles) est depuis très longtemps laissé à l'abandon. Un projet de zone commerciale a été établi sans avoir eu, pour le moment, de concrétisation autre qu'une promesse de vente en 2006.

Dans les bâtiments situés en bordure du Boulevard Jean Jaurès, des familles roumaines se sont installées depuis presqu'un an. Des jeunes enfants, une femme enceinte, ces familles vivaient discrètement dans cet immeuble en ruine.

En décembre elles ont été assignées par les propriétaires devant le TGI de Versailles dans le but de les expulser.

Une vidéo à regarder :

http://www.paroles-et-memoires.org/jan09/friche_en_hiver.htm

Face à cette situation, les familles ont contacté différentes associations.

Fin Janvier, un comité de soutien constitué de citoyens, membres ou non de différentes associations ou mouvements politiques ovillois, s'est mis en place pour éviter qu'ils ne soient mis à la rue en plein hiver et pour que leurs conditions précaires de vie sur place soient humanisées (fourniture d'un point électrique, d'un point d'eau potable, passage de poubelles).

Il a choisi d'œuvrer contre l'expulsion sans offre de relogement et pour une intégration des familles.

Cette intégration passe par la mise en place d'une domiciliation administrative et d'une scolarisation des enfants.

Le 3 février, les familles ont reçu la décision d'expulsion sous huitaine. Un problème de droit (et la publicité faite autour de cette situation) a fait que les propriétaires ont été obligés de leur accorder un délai jusqu'au 12 avril à minuit. Les grands froids seront, on peut l'espérer, passés, mais pour le moment aucune solution de relogement ou de terrain disponible, n'a été proposée.

En ce qui concerne l'intégration des familles, elle progresse : au niveau administratif, la domiciliation au CCAS a été faite pour une partie des familles et suite à cela, les familles au départ plus réticentes font maintenant la demande. Les dossiers d'Aide Médicale d'Etat (AME) sont en voie de constitution afin de leur permettre un accès aux soins.

Au niveau de la scolarisation, une jeune fille est accueillie dans le primaire avec plaisir de sa part et satisfaction de l'école, cela ouvre la voie à d'autres scolarisations en primaire. Des jeunes plus âgés doivent passer des tests pour déterminer dans quelle structure ils pourront être intégrés.

C'est un travail social de très longue haleine par rapport à des populations qui, même dans leur pays d'origine, ont l'habitude de souffrir de la ségrégation.

Au niveau de l'amélioration des conditions de vie, par contre le bilan n'est pas positif, pas de conteneur pour les déchets, ce qui n'est ni réglementaire ni hygiénique ; ils doivent s'acheter des sacs ; on leur refuse la fourniture d'un point d'électricité (comme on le voit lors des fêtes foraines) et pour le moment l'accès à un point d'eau potable.

Voilà où en est la situation à l'heure actuelle. Le comité poursuit son travail sur les deux fronts de l'intégration et de la recherche de solution d'hébergement en aidant les démarches des familles et en intervenant auprés des différentes administrations.

Toutes les bonnes volontés ainsi que les marques de soutien, seront les bienvenus. Nous essayerons de maintenir au courant la population de notre ville par de tels communiqués. Pour tout contact : soutienroumains@canalmarches.org